



Analyse du climat des affaires dans les PMA

Bangladesh

Mars 2023



A powerful
and balanced
voice for business

Bangladesh

Région
Asie du Sud

Population(2021)
169 356 251
habitants

Croissance démographique (2020)
1.1%

Revenu moyen (2020)
1 968 USD

Classement selon l'Indice de développement humain
Avec un indice actuel de 0,661, le pays est 129^{ème} sur 191 pays et se place parmi les pays à développement humain moyen.

Accords et partenariats économiques régionaux
Accord commercial Asie-Pacifique, Accord de libre-échange de l'Asie du Sud

Contexte économique

Bien que le secteur de l'agriculture emploie 40,6% de la population du Bangladesh, il ne représentait que 13 % du produit intérieur brut (PIB) en 2020, d'après les données du Bureau de Statistiques du Bangladesh (BBS) et de la Banque mondiale. Le secteur industriel représente 30 % du PIB et emploie 20,4 % de la population, essentiellement dans le prêt-à-porter et les secteurs de l'industrie légère. Le secteur tertiaire représente 53 % du PIB et emploie 39 % de la population.



L'économie d'exportation du Bangladesh est dominée à plus de 80 % par l'industrie du prêt-à-porter. Pour autant, **le pays demeure essentiellement rural**, avec un taux d'urbanisation de seulement 38,2 %. Des millions de femmes sont employées directement dans l'industrie de la confection vestimentaire et ont fait du pays l'un des plus grands exportateurs de vêtements au monde. Il reste cependant beaucoup à faire en matière d'égalité des genres dans ce secteur. Des recherches de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) montrent que la représentation des femmes aux postes de direction du secteur du prêt-à-porter reste faible¹.

Le Bangladesh a enregistré une croissance annuelle régulière du PIB de plus de 6 %, croissance alimentée par l'essor de sa base industrielle, dominée par le secteur du prêt-à-porter. L'année 2020 a été exceptionnelle en raison du ralentissement

de l'économie dû à la pandémie de Covid-19. **Malheureusement, l'informalité reste un défi majeur au Bangladesh, les emplois informels étant estimés à 85,1 % du nombre total d'emplois sur le marché du travail.**

La technologie mobile est la forme primaire d'accès à Internet au Bangladesh. Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile atteignait 171,85 millions en janvier 2021. La Commission de régulation des télécommunications du Bangladesh (BTRC) estime à 117,3 millions le nombre total d'abonnés à internet en mai 2021. Parmi eux, seuls 9,8 millions utilisent des connexions à haut débit, les autres étant des utilisateurs de l'internet mobile. Malgré cela, seulement 28,8 % de la population totale du Bangladesh est abonnée à des services d'internet mobile, chiffres qui révèlent un écart d'utilisation de 67 %. Des investissements de grande ampleur de la part des opérateurs dans l'infrastructure de

¹ OIT 2020, Understanding the Gender Composition and Experience of Ready-Made Garment (RMG) Workers in Bangladesh

² Kenechi O. Achieving mobile-enabled digital inclusion in Bangladesh.GSMA (2021)

réseau ont conduit à une couverture 4G sur 95 % du territoire en décembre 2020², ce qui a contribué à une augmentation du **commerce en ligne**.

Dacca, la capitale, est devenue un pôle de fourniture indépendante de technologies de l'information (TI) et d'externalisation des services informatisés (ITES). Plus de 1 500 entreprises de TI et en lien avec les logiciels sont enregistrées dans le pays, ce qui a créé des opportunités d'emploi pour plus d'un million de personnes. Les exportations de technologies de l'information et de la communication (TIC) du Bangladesh dépassent le milliard de dollars US. Avec une hausse de l'adoption, le potentiel d'emplois supplémentaires dans des secteurs comme la Fintech, les logiciels d'entreprise, les applications mobiles et la production de matériel est immense.

Le Bangladesh dispose également de vastes secteurs d'activité, dont l'industrie pharmaceutique, de la chaussure et de la transformation agricole, qui offrent des opportunités considérables et variées lui permettant de poursuivre la diversification de ses exportations.

Le pays a fortement progressé en tant que plaque tournante de la chaîne d'approvisionnement sud-asiatique, et la pérennité de sa réussite va permettre au Bangladesh de sortir de la catégorie des PMA à l'horizon 2024.

Défis à relever par le secteur privé

- L'essentiel de la **production agricole** du Bangladesh provient de petites exploitations à faible productivité qui déplorent le manque de technologies agricoles pour les aider à accroître leur productivité. Le secteur est confronté à plusieurs difficultés, dont le manque de terres arables, la dégradation des sols et une pénurie de sources d'eau. Les inondations, les cyclones et les sécheresses affectent également les niveaux de productivité et les revenus de l'agriculture.
- Il existe de nombreux **coûts cachés et dépenses non documentées** associés à l'exploitation d'une entreprise, dont la corruption au sein des bureaux gouvernementaux, des taxes

abusives et non coordonnées prélevées par les autorités locales et des **difficultés procédurales en matière de formalisation, ce qui contribue à une augmentation de l'informalité**. Les activités commerciales normales, comme les opérations bancaires, les procédures d'immigration et la délivrance de permis pour des succursales, peuvent être ralenties, voire complètement stoppées, ce qui impacte encore le coût et la durée des transactions commerciales.

- L'enquête Emploi 2016-2017 a estimé que, sur 60,83 millions d'employés, 51,73 millions (85,1 %) travaillent dans le **secteur informel**. On estime que le nombre de femmes exerçant une activité informelle (91,8 %) est supérieur à celui des hommes (82,1 %). Le nombre d'emplois disponibles dans le secteur formel n'a pas progressé au même rythme que la croissance de la population active³. Une population active présentant de bas niveaux d'éducation et de compétence est l'une des principales causes de la faible productivité dans la plupart des secteurs, y compris dans le secteur informel urbain.
- Le **manque de coordination** et de gouvernance transparente dans les aéroports et ports maritimes affecte l'efficacité des services, ce qui se répercute sur le coût et la durée des transactions commerciales.
- Actuellement à la 147^{ème} place sur 180 pays dans l'Indice de perception de la corruption, la corruption au Bangladesh est largement perçue comme endémique à tous les échelons de la société, ce qui a un effet dissuasif sur les investissements et nuit à la croissance économique.
- **Ces dernières décennies, le gouvernement a déployé des efforts importants et de grande envergure dans l'infrastructure**, parvenant à une augmentation des liaisons de transport et de l'accès à l'énergie pour près de 95 % de la population. Des mesures supplémentaires sont nécessaires à l'amélioration de la fiabilité et de la qualité de l'électricité et des systèmes inadaptés de transport et de distribution de l'énergie, tout

³ lightcastlebd· Employment in Bangladesh: How to Tackle the Informal Sector Conundrum.(2020).

en conservant un niveau abordable afin de soutenir la croissance continue de l'industrie et du commerce au Bangladesh. Une hausse du trafic et un système de transport engorgé font partie des principaux inhibiteurs de croissance et de développement des affaires au Bangladesh, notamment dans les secteurs orientés vers l'exportation. Selon la Chambre du commerce et de l'industrie de Dacca, pour répondre aux besoins en infrastructure, le Bangladesh doit investir près de 25 milliards de dollars par an jusqu'en 2030.

- L'utilisation d'argent mobile a connu une croissance rapide pendant la pandémie, offrant plus de possibilités aux personnes ne possédant pas de compte bancaire. Le nombre de clients inscrits à des services bancaires mobiles est passé brutalement à 99,34 millions en décembre 2020. Pour autant, dans les zones rurales, nombreux sont ceux au Bangladesh qui n'ont pas accès à des **sources de financement** formelles, en particulier les petits exploitants et les personnes à faible revenu, en raison de l'ignorance, des garanties exigées et de procédures longues et complexes pénalisant les prêts⁴. La croissance du commerce électronique a été entravée par l'absence d'un système robuste de transaction en ligne, l'importance de la fraude en ligne, le faible recours aux cartes de crédit et de débit, l'absence d'une politique de confidentialité et l'indisponibilité ou les restrictions touchant les principaux sites de transaction en ligne.

Recommandations du secteur privé

- Le gouvernement devrait renforcer et développer l'efficacité des aéroports et des ports maritimes. Pour ce faire, il serait possible de confier la gestion de ces infrastructures clés à des organismes privés qui investissent dans l'automatisation portuaire et aéroportuaire et développent les nouvelles technologies modernes tout en formant les populations locales à leur maniement. Cela permettra également de

créer plus d'emplois dans l'administration, la maintenance et l'ingénierie.

- Le gouvernement devrait impliquer et soutenir les parties prenantes du secteur privé, telles que la Fédération des employeurs du Bangladesh, dans le développement et la fourniture de formations professionnelles axées sur l'entreprise à destination des entrepreneurs du secteur informel, garantissant ainsi que le modèle de formation ciblé sur le développement des compétences soit exhaustif, dynamique et en phase avec les tendances du marché du travail.

- Les initiatives de développement des compétences devraient être combinées à une formation en entrepreneuriat et des possibilités de financement. Il convient de privilégier les jeunes et les femmes du secteur informel, ce qui revient à mettre l'accent sur les besoins et le renforcement des capacités de petites et moyennes entreprises (PME).

- Il convient également d'encourager la participation du secteur privé dans le financement de partenariats de recherche et dans le transfert de technologies et de connaissances entre les entreprises et les universités. Cette approche va stimuler l'innovation et aider les diplômés à développer des compétences appropriées et recherchées sur le marché du travail.

- **Élaborer des politiques équitables de recrutement et de migration** pour endiguer l'exode des talents, un nombre croissant de jeunes choisissant de quitter le pays.

- **Secteur des TIC :** Le gouvernement doit s'associer au secteur privé et mettre en place les politiques fiscales et réglementaires suivantes qui soutiennent le déploiement de l'infrastructure, le développement des compétences et l'emploi⁵.

- Inciter les organismes privés de formation en TI à doter les élèves de connaissances et de compétences numériques par le biais d'un cadre

⁴ Most Nilufa Khatun, Sandip Mitra, Md Nazirul Islam Sarker. Mobile banking during COVID-19 pandemic in Bangladesh: A novel mechanism to change and accelerate people's financial access[J]. Green Finance, 2021, 3(3): 253-267. doi: 10.3934/GF.2021013

⁵ Kenechi O. Achieving mobile-enabled digital inclusion in Bangladesh.GSMA (2021)

exhaustif, fondé sur des données probantes et centré sur les domaines de compétence et les niveaux de qualification.

- Les politiques éducatives devraient intégrer l'apprentissage de l'informatique dans les écoles de niveaux d'enseignement primaire et de base.
- Réduire et simplifier la taxation discriminatoire spécifique au secteur des opérateurs de réseaux mobiles.
- Les zones économiques existantes devraient être élargies et bénéficier de l'infrastructure permettant d'encourager les investissements dans les TIC.
- **Le gouvernement devrait mener une politique de déréglementation en allégeant les impôts et les réglementations nationales qui induisent une hausse des coûts du travail et empêchent toute flexibilité**, ce qui dissuade de passer à l'économie formelle⁶.
- Plus de mesures qui facilitent l'**accès au financement** dans l'économie informelle donneront au gouvernement l'opportunité de recourir à des taxes et d'offrir aux entreprises et entrepreneurs un accès au financement, aux services bancaires, aux subventions et autres avantages. Pour y parvenir, il serait possible de reconnaître les éléments informels des entreprises comme une phase de transition, mettant par là même les PME informelles à l'intersection entre formalité et informalité.

- Inciter le secteur privé à développer l'expansion des exportations, l'expansion de la demande nationale et des stratégies de substitution des importations.
- Il faudrait mettre en place des zones économiques spéciales dans les régions sous-développées ou dans les districts moins industrialisés en offrant quelques subventions. Cette mesure crée, dans ces régions, des opportunités d'emploi dans l'industrie pharmaceutique, de la chaussure, de la construction, de la transformation agricole etc.
- Le gouvernement devrait impliquer le secteur privé (et lui procurer des financements) dans l'élaboration de stratégies visant à renforcer les sous-secteurs manufacturiers à forte main-d'œuvre existants, en favorisant la diversification des produits et en stimulant un passage au haut de gamme dans les secteurs traditionnels, en fonction des opportunités émergentes sur le marché mondial. Les productions industrielles peuvent être diversifiées vers des produits nécessitant moins de technologie tels que les articles de papeterie, les accessoires pour téléphones portables, les parapluies, l'éclairage de base, les carrelages⁷, etc.
- Suppression des taxes et frais de douane sur les matières premières importées à des fins de production.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



**Cofinancé par
l'Union européenne**

⁶ Mujeri, M. Informal economy and economic inclusion Policy options for Bangladesh. The Daily Star.(2020)

⁷ Khaled Chowdhury. Bangladesh needs to diversify its export basket. (2018)



A powerful
and balanced
voice for business

Avenue Louis-Casaï 71 – CH-1216 Genève
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01
ioe@ioe-emp.com • ioe-emp.org

© IOE 2023